Des Irakiens en Iran depuis la révolution islamique

Ali BABAKHAN

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cemoti/140>

DOI : 10.4000/cemoti.140

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1996

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Ali BABAKHAN, « Des Irakiens en Iran depuis la révolution islamique », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 22 | 1996, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté le 20 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/140> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.140>

Ce document a été généré automatiquement le 20 juin 2022.

Tous droits réservés

Des Irakiens en Iran depuis la révolution islamique

Ali BABAKHAN

- 1 Cet article vise mettre à en relief la situation des Irakiens qui vivent sur le territoire iranien depuis 1979, qu'il s'agisse des déportés irakiens en Iran, des soldats irakiens faits prisonniers par l'armée iranienne durant la guerre ou des communautés arabes de la région d'al-Ahwar (les "gens des marais") qui, depuis 1991, continuent de fuir le territoire irakien par crainte des exactions exercées à leur encontre par le régime de Saddam Hussein. Ces trois groupes d'Irakiens vivant en Iran se différencient sur les plans juridique et social, par leur mode de vie et les problèmes qu'ils rencontrent.
- 2 Ne sera pas abordé ici le cas des Kurdes irakiens qui ont dû fuir leur pays - le Kurdistan - par centaines de milliers pour échapper aux persécutions du régime de Saddam Hussein, du fait des bombardements chimiques subis par leurs villages ou encore, pour ceux des régions frontalières, à cause de la transformation de leurs villages et bourgs en zone de guerre et théâtre d'opérations militaires des deux pays - l'Irak et l'Iran. Un grand nombre d'entre eux est d'ailleurs rentré au pays après la mise en place de l'administration kurde autonome sous l'égide des forces alliées en 1991.

Les déportés irakiens

- 3 La seule volonté du régime irakien actuel ne suffit pas à expliquer la déportation de personnes vivant en Irak, sans que leur soit accordé un délai pour vendre leurs biens et régler leurs affaires, qu'ils soient des citoyens irakiens comme le proclament l'opposition irakienne et les déportés eux-mêmes, ou qu'il s'agisse de ressortissants d'un Etat étranger, l'Iran en l'occurrence, comme le prétend le gouvernement irakien. Si on veut comprendre comment ils ont été déportés à proximité de la frontière irako-iranienne, il faut examiner en premier lieu les conditions historiques, sociales et politiques dans lesquelles on les a obligés à se rendre en Iran sous peine d'être abattus, comment on les a fait marcher des jours entiers dans des conditions très difficiles, après les avoir emprisonnés sans qu'ils aient commis de crime. Leur déportation relève d'un facteur qui prime sur tous les autres : le fondement doctrinaire de l'Etat irakien depuis sa naissance et l'hostilité à l'égard des chiites de l'élite arabo-sunnite du jeune

Etat irakien, processus qui a été couronné par l'arrivée du Baath au pouvoir, notamment après l'exclusion des chiites de sa direction. C'est ainsi que le pouvoir s'est concentré dans les mains d'une poignée d'hommes qui appartiennent tous au triangle arabo-sunnite du nord-ouest du pays, et tout particulièrement aux provinces d'Anbar et de Salah al-Dîn qui regroupent les régions de Takrit, Dour, Samarra, Ramadi, Anah, Hadithah et Falloujah.

- 4 Cette déportation s'est exercée à l'encontre des Arabes chiites et des Kurdes fayli appelés également "Petit Lour". Les Arabes chiites représentent plus de 50 % de la population irakienne et se répartissent principalement au centre et au sud de l'Irak. Les Kurdes fayli constituent un groupe de tribus kurdes au Kurdistan d'Iran et dans la région restée sous l'influence de wali Pishti Kuyah jusqu'en 1923 puis devenue irakienne à la suite de la délimitation de la frontière entre l'Irak et l'Iran en 1937. Cette population est constituée principalement des tribus Fayli, Bakhtiyari, Kowakilo et Mamesani¹, mais tous tombent sous l'appellation Louri. Le dialecte des Kurdes louri représente l'un des quatre dialectes principaux de la langue kurde².
- 5 Actuellement, en Iran, on dénomme Louristan la province délimitée à l'est par Hamadan et Arak, à l'ouest par Ilam, au nord par la province de Kermanschah et au sud par le Khouzistan; ses habitants sont appelés Lour au lieu de Kurdes louri. On dénomme Fayli en Iran les Kurdes originaires de la province d'Ilam ayant habité à Bagdad ou dans d'autres villes d'Irak depuis le début du siècle, qui sont devenus irakiens, de nationalité irakienne, et ont subi, dans les années 1980, la déportation. Les provinces lour-fayli en Iran sont, par ordre démographique décroissant, Kermanschah, le Louristan et Ilam.
- 6 En Irak, l'appellation Fayli est réservée aux Kurdes vivant dans les régions frontalières de Khaniqin à Amarah, ainsi qu'aux Kurdes de Bagdad originaires de la région kurde fayli et de la province d'Ilam.

Les phases de la politique de déportation

- 7 La première phase de déportation a eu lieu en 1969 et 1971. Elle a concerné plusieurs milliers de personnes. Le pouvoir irakien considère les déportés comme étant des ressortissants iraniens et non comme Irakiens à part entière. C'est aussi l'opinion de l'universitaire américain Majid Khadduri: "*L'Irak a déporté un nombre important de ressortissants iraniens estimé à environ une dizaine de milliers*"³. Certains milieux de l'opposition irakienne, comme le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, ne fournissent aucune estimation du nombre des déportés pendant cette période. Des écrivains opposés au régime actuel de Bagdad n'ont jamais fait état de ces campagnes de déportation ni du nombre de déportés pendant les années 70⁴. D'autres avancent le chiffre de 40 000 Kurdes fayli déportés en Iran⁵ et même de 63 000⁶.
- 8 La deuxième phase des campagnes de déportation a commencé en avril 1980, avant le déclenchement de la guerre irako-iranienne le 22 septembre 1980, dans des conditions locales, régionales et internationales nouvelles.

Le nombre des déportés

- 9 Le ministre de l'Intérieur iranien a dénoncé en 1986 la présence de 500 000 déportés et réfugiés irakiens en Iran. Ce nombre s'est certes accru par la suite car les événements qui ont suivi ont provoqué la fuite en Iran de plusieurs milliers d'Irakiens, notamment des Kurdes, après le bombardement de la ville d'Halabja par des gaz chimiques⁷.

- 10 Dans l'appel que le Mouvement des Musulmans kurdes fayli⁸ dont le siège est situé à Ilam (ville kurde d'Iran), a adressé au Comité des droits de l'homme à Genève, au représentant du Comité de la Croix Rouge internationale à Téhéran, au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et au Croissant Rouge de la République islamique d'Iran, le chiffre de 150 000 déportés a été avancé pour la période commençant en 1980⁹. Il était ajouté que les Kurdes fayli représentaient 85 % de ce chiffre.
- 11 Le mémorandum transmis au Secrétaire général des Nations unies par le Parti *al-Da'wa* s'est contenté d'évoquer les conditions inhumaines dans lesquelles les Irakiens ont été déportés, sans mentionner de chiffre global¹⁰.
- 12 Quant au télégramme que le président du Nouveau Parti de la nation (*Hizb al-Umma al-Jadid*) Saad Salih Jaber, a envoyé au Secrétaire général des Nations unies, il est rédigé comme suit: "Nous aimerions attirer votre attention sur un acte barbare et monstrueux que le régime irakien et son président Saddam Hussein ont commis au long des années précédentes contre plus de 500 000 Irakiens. Saddam Hussein a dépouillé cette population de sa nationalité ainsi que de ses propriétés, emplois et de tous ses droits constitutionnels. Il a même été souvent procédé à la séparation des membres d'une même famille, d'une manière sauvage"¹¹.
- 13 Le Mouvement des déportés irakiens a seulement déclaré dans un communiqué que les déportés se chiffrent par dizaines de milliers. Le responsable du Parti de l'Action islamique, Muhammad Taqyi Modarressi, affirme que le nombre total des déportés et des prisonniers de guerre irakiens ne dépasse pas en Iran 250 000 personnes¹². Le Parti communiste irakien ne précise pas le nombre des déportés et fait seulement état de leur situation en confirmant l'aggravation de la campagne de persécutions visant les membres de la communauté chiite, la déportation des citoyens en grand nombre et la poursuite de la campagne de confiscation des biens¹³.
- 14 Divers auteurs universitaires ont, eux aussi, produit des estimations : Laurent Chabry avance que, de 1975 à 1980, le Baath a déporté d'Irak environ 75 000 chiites par vagues successives¹⁴. U. Zaher évalue le nombre de déportés à des dizaines de milliers à partir de 1980¹⁵. Marion Sluglett estime le nombre d'Irakiens d'origine iranienne déportés par le gouvernement irakien en avril 1980, à 40 000 individus. Elle ajoute qu'en 1990 il y avait plus de 100 000 Irakiens de confession chiite réfugiés en Iran et en Syrie¹⁶.
- 15 D'autres estiment que le nombre de Kurdes fayli déportés par les autorités irakiennes s'élève à 15 000 individus, et que la déportation a surtout concerné la classe moyenne chiite des grandes villes. Au début de l'été 1980, ajoutent-ils, plus de 35 000 Arabes de confession chiite furent déportés d'Irak et " la suite allait montrer que ce n'était là qu'un début"¹⁷.
- 16 Enfin, on trouve encore d'autres estimations fournies par les organisations régionales et internationales des droits de l'homme. Le Bulletin *World Human Rights Guide* qui paraît à Londres indique dans son édition de 1983 que le nombre des Irakiens déportés et privés de leur nationalité irakienne s'élève à 30 000. L'Organisation arabe des droits de l'homme a publié dans son rapport pour 1986 les plaintes concernant le problème des déportations forcées de citoyens irakiens d'origine iranienne. Les estimations du nombre des déportés oscillent entre 10 000 et 400 000 chiites irakiens¹⁸. Lors d'une conférence de presse tenue à Paris le 30 juillet 1985 sous le titre "Les violations des droits de l'homme en Irak", MM. Laurent, Baudoin et Blum, membres de la commission

française de la Fédération internationale des droits de l'homme, ont indiqué que le régime irakien avait déporté en Iran plus de 400 000 Irakiens, soupçonnés d'opposition au régime¹⁹. Dans son bulletin, l'Organisation des droits de l'homme en Irak a indiqué que le nombre d'Irakiens déportés par le gouvernement irakien en Iran a atteint 250 000 en 1980²⁰.

Les causes de la déportation

- 17 Plusieurs événements ont déclenché le processus de déportation: la dénonciation par le Chah d'Iran du traité de 1937, le sentiment d'animosité à l'égard de l'Iran à la fois en tant que régime politique et en tant que pays, la lutte et la rivalité, parfois rudes, entre les deux Etats, pour s'assurer la prééminence militaire sur la région du Golfe arabo-persique, lutte qui s'était traduite par des polémiques, des campagnes de propagande, et surtout par le soutien, de part et d'autre, de mouvements d'opposition respectifs, la conclusion du Traité d'Alger en 1975, la trêve (en quelque sorte) qui s'était ensuivie, l'arrivée de Khomeyni au pouvoir en Iran, les répercussions de cette nouvelle donnée sur la situation politique en Irak et tout particulièrement sur la communauté chiite dans ce pays, enfin, l'éclatement de la guerre irako-iranienne. Mais ces événements restent secondaires comparés au facteur déterminant qu'est la question de la dépendance ou du rattachement iranien.
- 18 Par "dépendance" ou "rattachement" iranien, nous entendons le traitement des personnes qui vivaient dans les anciennes *wilâyât* de Bassorah, Bagdad et Mossoul et qui avaient préféré²¹ opter pour la nationalité iranienne plutôt que pour la nationalité ottomane, non pas parce qu'elles étaient d'origine persane – elles étaient en majorité soit arabes, soit kurdes – mais uniquement parce qu'elles appartenaient à la même confession que l'Etat iranien, à savoir la doctrine chiite, et parce qu'elles entendaient ainsi échapper au service militaire sous la bannière de l'Etat ottoman (un tel engagement signifiait généralement aller mourir au front). Par ailleurs, sont aussi "de rattachement iranien" d'anciens Iraniens qui, pour des raisons économiques ou politiques, avaient décidé de s'établir en Irak, de renoncer à leur nationalité d'origine et d'opter pour la nationalité du nouvel Etat irakien fondé le 23 août 1921. Ces naturalisés irakiens vivaient généralement dans les zones frontalières entre l'Iran et l'Irak et dans le sud de l'Irak. Ils étaient le plus souvent arabes ou kurdes et en infime minorité persans (dans le sens ethnique du terme), car la plupart des Perses vivent dans le massif iranien.
- 19 L'inégalité entre citoyens irakiens ne faisait que s'inscrire dans la lignée de l'héritage ottoman dans l'Orient nationaliste arabe²². Cette démarche apparaît clairement dans les premiers articles de la première Constitution du nouvel Etat irakien -- un Etat qui devait en principe être laïque sans distinction confessionnelle ou ethnique entre ses ressortissants. L'article 16 établissait une distinction parmi les citoyens du nouvel Etat entre Irakiens "authentiques" et Irakiens "non-authentiques", en contradiction avec l'Article 6 de la même constitution stipulant l'égalité des Irakiens devant la loi²³.
- 20 Lorsqu'on s'interroge sur la signification de ce concept d'"Irakiens authentiques", il apparaît qu'on entendait par là les Irakiens de "dépendance ou de rattachement ottoman"²⁴. Depuis cette époque, celui qui n'a pas choisi le "rattachement ottoman" est considéré comme étant de "rattachement iranien" ainsi que sa descendance.
- 21 Ces considérations ont été consacrées par le code de la nationalité irakienne. En effet, on estima que tous ceux qui étaient autrefois de nationalité ottomane (pour une raison ou pour une autre) et qui ont pu consigner ce fait auprès de l'Etat irakien naissant,

seraient considérés comme des Irakiens authentiques, et ceux qui ne purent se faire naturaliser que plus tard, soit après la proclamation du nouvel Etat irakien, comme des Irakiens non authentiques. Les Irakiens dits authentiques reçoivent le certificat de nationalité de catégorie “A” car ils sont de rattachement ottoman et sur leur certificat, il est mentionné : untel, fils d'untel – rattachement ottoman - A.

- 22 Quant aux Irakiens dits non authentiques, naturalisés, ils reçoivent un certificat de nationalité de catégorie “B”, car ils sont de “rattachement iranien”; plus tard, la lettre “B” ne figurera même plus sur le certificat.
- 23 En conséquence, les individus qui vivaient en Irak (ainsi que leurs pères et ancêtres) mais n'avaient pas la nationalité ottomane (pour diverses raisons) ont été considérés comme des Irakiens non-authentiques, à rattachement iranien, et ce, même après leur naturalisation et leur accession à la nationalité irakienne. Cela s'est appliqué ensuite à leurs petits-fils et s'appliquera des années encore si le code de nationalité actuel demeure en vigueur.

Les déportés dans les camps

- 24 Nos informations concernant les camps et les déportés sont basées sur des entretiens effectués en 1986 lors de notre visite en Iran et nous n'avons pas eu la possibilité de connaître les changements survenus depuis cette date.
- 25 Le premier camp visité fut le camp de l'Ayatollah Dastaqhib à Jarhum. Il se situe dans la région de Faris, à 5 km de Jarhum et à 950 km de Téhéran. Il se composait de 8 secteurs de 400 chambres regroupant 680 familles. Le deuxième camp, Azana, est situé à 600 km au sud-ouest de Téhéran dans la province du Louristan. Il abritait environ 1 800 personnes. Le troisième camp est celui de Malawi, à 5 km de cette ville. Il abritait 350 personnes en majorité kurdes fayli (85 %).
- 26 Les Chiites représentaient 88 % de l'ensemble des déportés, dont 12 % d'Arabes et 72 % de Kurdes fayli²⁵. 24 % des déportés sont originaires de Bagdad mais le plus grand nombre de déportés (44%) est originaire des villes irakiennes frontalières -- Khanaqin, Kut, Zarbatiyyah, Baaqubah, Mandali, Imarah, Badrah et Rifae. Les déportés des villes saintes avaient quitté le camp avant 1986.
- 27 Les procédés utilisés dans la déportation étaient l'arrestation et l'emprisonnement, la confiscation des documents, la marche forcée jusqu'à la frontière et, depuis 1980, l'arrestation et la détention en Irak des jeunes gens âgés de 18 à 30 ans.
- 28 Tous les déportés vivant dans des camps reçoivent des fournitures versées par l'administration. Il s'agit de produits alimentaires distribués gratuitement chaque jour comme le pain, ou chaque mois comme le riz, le sucre et l'huile. Ils perçoivent parfois une aide financière. Dans le camp de Jarhum, les fournitures alimentaires sont comme suit : 1 kilo de riz, 1 kilo de sucre, 450 dl d'huile, des pois chiches, des lentilles et de l'essence pour chaque personne. Ces proportions nous ont été confirmées par des déportés de plusieurs camps.
- 29 Bien que le nombre important de déportés irakiens en Iran ait fait peser des charges économiques (aménagement de camps, fourniture de nourriture et vêtements) et politiques (assurer leur sécurité), les autorités iraniennes les ont acceptés sur leur sol pour des raisons humanitaires et religieuses tout en les considérant comme des citoyens irakiens. L'autorisation de quitter les camps et de vivre dans les villes iraniennes nécessite obligatoirement qu'une personne de nationalité iranienne se porte

caution. Certains déportés ont obtenu la possibilité d'exercer leur profession officieusement hors du camp.

- 30 Les déportés et leurs enfants ont pu apprendre la langue persane aisément grâce à leurs contacts extérieurs. La présence de nombreuses familles à l'intérieur du camp a suscité des mariages consacrés par un sayyid, mais non officiels au regard de l'administration iranienne.
- 31 Un déporté nous signale: "Nous n'avons pas de parents à l'extérieur qui puissent nous cautionner"²⁶. Un autre déporté veut non seulement quitter le camp mais aussi l'Iran : "Je veux, dit-il, aller en Syrie" car "depuis que je suis dans le camp, je n'ai touché aucune allocation financière de la part de l'administration du camp"²⁷; un autre, "ma situation financière est très difficile car je ne peux travailler, ni à l'intérieur ni à l'extérieur du camp et, pire encore, je n'ai personne ici (en Iran) qui puisse me cautionner"²⁸.
- 32 Etre cautionné reste pour beaucoup le problème principal. Y parvenir leur permet de quitter le camp. Commencent alors des problèmes d'un nouveau type, à savoir trouver un logement et un emploi. La plupart des déportés se dirigent généralement vers la capitale où les offres d'emplois sont plus nombreuses.
- 33 Pour des centaines de jeunes sans travail, s'engager dans les forces du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak ou dans les forces iraniennes, était le moyen de percevoir un salaire pour subvenir aux besoins de leur famille. En même temps, combattre le régime de Saddam Hussein était chez eux une forte motivation tandis que "certains de ceux qui se sont engagés dans les forces de la révolution islamique, l'ont fait par conviction religieuse"²⁹.
- 34 Les déportés ont aussi d'autres préoccupations comme l'admission à l'école de leurs enfants qui ont accompli leurs études préparatoires en Irak ou en Iran. "Nous avons passé les examens du Baccalauréat mais il n'y avait que peu d'entreprises à cette époque, et on ne pouvait y être admis facilement si l'on n'appartenait pas à une organisation islamique, aussi avons-nous décidé, mon frère et moi, de partir à la recherche d'un emploi"³⁰.
- 35 Certains avaient déjà accompli leurs études secondaires (baccalauréat) et d'autres avaient entamé leurs études supérieures universitaires en Irak (à l'Université de Bagdad) : "Oui, il y en avait des milliers qui n'ont pas pu achever leurs études supérieures. Ils étaient en première, en deuxième ou en troisième année universitaire"³¹.
- 36 Interrogé sur les problèmes que le Conseil supérieur de la révolution islamique³² pourrait résoudre, l'un d'eux a répondu "Les autorités iraniennes ont offert aux déportés irakiens une carte d'identité de couleur verte, sur laquelle est écrit en persan : Cette carte n'a aucune validité juridique. Le déporté irakien ne peut donc travailler, se marier ni s'acheter une maison, et s'il travaille, c'est de manière illégale et les autorités iraniennes lui imposent le versement d'une amende. Comment ces déportés peuvent-ils donc vivre ?" Ce problème, le plus aigu de tous ceux dont souffrent les déportés, a amené le CSRI à intervenir auprès des autorités iraniennes compétentes et le ministère de l'Intérieur a accepté alors d'assouplir les conditions de cautionnement, permettant aux membres du CSRI de cautionner les déportés irakiens après consultation, bien entendu, des autorités compétentes: " les Irakiens titulaires de la carte verte ou de la carte de résidence peuvent se porter garants des membres d'une famille irakienne,

après avoir obtenu une carte d'identité auprès de leur administration... Les Irakiens travaillant dans des établissements publics ou semi-publics peuvent aussi se porter garants d'une famille irakienne, après avoir rempli un formulaire auprès du ministère de l'Intérieur iranien... Les réfugiés irakiens qui n'ont pas pu obtenir de caution, qui peuvent subvenir à leurs propres besoins et dont la capacité a été établie auprès des autorités compétentes, peuvent sortir des camps après autorisation du ministère de l'Intérieur"³³.

- 37 Pour résoudre les problèmes des déportés en Iran, Muhammad Modarressi (responsable du Parti de l'Action Islamique en Irak) a rencontré et s'est entretenu avec Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, président de la République islamique, entretien pendant lequel "Monsieur Modarressi insista pour qu'on accorde davantage d'attention aux déportés irakiens en Iran"³⁴. Puis ce fut au tour de Sayyid Muhammad Baqir Hakim, président du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, de s'entretenir avec le ministre de l'Intérieur iranien, Muhammad Mohtashemi, pour insister sur la "nécessité de régler dans les délais les plus brefs les problèmes des Irakiens en Iran"³⁵. Le Président Rafsandjani a été interrogé sur la situation des déportés irakiens en Iran, lors d'une conférence de presse: "Les Irakiens, déportés et immigrés en Iran vivent dans des conditions difficiles et rencontrent beaucoup de problèmes du fait des autorités iraniennes. Les hauts responsables du gouvernement de la République islamique avaient promis de les résoudre, mais rien n'a été entrepris. Votre gouvernement a-t-il un programme pour résoudre ces problèmes ?" Sa réponse fut la suivante : "Il est évident que la République islamique a toujours ouvert ses bras aux Irakiens. Les problèmes que ceux-ci rencontrent en Iran sont aussi ceux des Iraniens. Personnellement, je veux que ces problèmes soient résolus, et je vais m'y efforcer"³⁶.
- 38 Quant aux déportés des villes saintes, leur séjour dans les camps fut bref du fait de leurs relations avec d'autres familles iraniennes ou de leur appartenance à de grandes familles religieuses chiïtes. L'obtention rapide d'une caution a facilité leur départ. La maîtrise de la langue persane par la plupart d'entre eux a favorisé leur intégration dans la société iranienne.
- 39 La situation des Kurdes fayli est similaire à celle des déportés des villes saintes; en effet, ils ont également des relations familiales et tribales avec les Kurdes louri iraniens. Ils se sont établis à Téhéran et surtout dans les villes lour du Kurdistan iranien comme Ilam. Nous avons constaté plusieurs centaines de mariages entre déportés kurdes fayli et Kurdes louri. Mais généralement, les déportés irakiens sont restés endogames et ont conservé leur propre identité si bien qu'on ne peut jusqu'ici parler de recomposition identitaire.
- 40 Si les déportés irakiens rencontrent de nombreux problèmes aux niveaux social, économique et psychologique, leur souci majeur tient au fait que leurs enfants âgés de 18 à 28 ans sont toujours retenus prisonniers³⁷. Cette détention illégale a suscité une grande émotion dans l'opinion publique notamment en Grande-Bretagne et a abouti à la création d'un comité pour la libération des otages et des détenus en Irak.³⁸ Selon Kamal Kaytuli, président de ce comité : "le gouvernement irakien détient environ 4 000 jeunes gens dont la plupart sont kurdes fayli. Si ces jeunes sont iraniens comme le prétend le gouvernement irakien, pourquoi n'ont-ils pas été déportés en même temps que leurs familles ? S'ils sont irakiens, pour quelles raisons sont-ils toujours détenus et n'ont-ils pas été jugés ? Le gouvernement irakien les utilise comme monnaie d'échange avec des prisonniers iraniens."

Les prisonniers de guerre irakiens en Iran

- 41 Comme toute guerre, la guerre irako-iranienne a drainé par dizaines voire par centaines de milliers, de part et d'autre, son lot de prisonniers de guerre. Rappelons-le, huit années de guerre à outrance ont opposé l'Iran et l'Irak pendant les années 80 et, nonobstant l'échange d'environ 75 000 prisonniers de guerre entre les deux pays peu après la conclusion du cessez-le-feu en 1988, il n'en demeure pas moins que la question des prisonniers et des soldats portés disparus représente depuis quatre ans un obstacle majeur à la normalisation entre les deux pays. Le conseiller du ministre des Affaires étrangères iranien, Ali Khawarem, de passage à Bagdad, a déclaré le 30 mai 1995 que son pays était désireux de voir des relations de bon voisinage s'instaurer entre les deux pays et favorable au règlement de l'ensemble des problèmes en suspens, notamment le problème des prisonniers de guerre³⁹.
- 42 Le gouvernement iranien affirme en effet avoir établi une liste de 32 000 Iraniens (civils et militaires) portés disparus durant le conflit, dont 15 000 seraient prisonniers de guerre, ce que Bagdad nie formellement. Pour sa part, le gouvernement irakien accuse Téhéran de détenir quelques 20 000 prisonniers de guerre irakiens. En 1991, les deux pays ont cessé tout échange de prisonniers de guerre. Par contre, ils ont mis en place une commission mixte chargée de retrouver les corps de soldats morts sur les champs de bataille de part et d'autre des zones frontalières⁴⁰. Par ailleurs, les autorités iraniennes ont autorisé le Comité international de la Croix Rouge à rendre visite aux prisonniers de guerre irakiens en Iran. Celui-ci a pu ainsi rencontrer quelques 19 000 d'entre eux tandis que d'autres sources, telles les lettres et les renseignements rapportés par des prisonniers libérés, laissent supposer un chiffre de 30 000 prisonniers, que le gouvernement iranien promet de libérer contre l'ensemble des prisonniers de guerre iraniens en Irak.
- 43 La non résolution de ce problème, entre autres, a conduit trois fois de suite au report de la visite que devait effectuer le ministre des Affaires étrangères iranien, Ali Akbar Velayati, à Bagdad en 1994. Pour sa part, une délégation irakienne à Téhéran, conduite par le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, a conclu au milieu du mois de septembre 1995 un protocole d'accord sur la question des prisonniers de guerre et des disparus de la guerre irako-iranienne. Mais cet accord n'a pas trouvé d'application et le sort des prisonniers de guerre des deux pays n'est toujours pas réglé.
- 44 En ce qui concerne les prisonniers de guerre irakiens, un grand nombre d'entre eux a choisi de s'établir dans le pays de captivité en l'occurrence en Iran. En effet, après qu'ils eurent exprimé leur volonté de "se repentir et de retourner aux valeurs sacrées de l'Islam", les autorités iraniennes ont décidé de les "affranchir" (on les nomme *Tawabûn*, "les repentis"). Ensuite un certain nombre a intégré les rangs des groupes armés du CSRI -- la brigade Badr, qui se compose majoritairement de déportés irakiens et de soldats irakiens repentis. Leurs cadres sont des officiers repentis et des déportés ayant effectué plusieurs stages militaires. Ils sont souvent mariés à des déportées irakiennes et ont fondé une famille en Iran.
- 45 Badr a été constituée au cours des années 1984-1988, pour des raisons militaires et politiques: militaires, en devenant le bras armé du CSRI aux côtés de l'armée iranienne; politiques, car, dans les années 1980, les dirigeants iraniens religieux ou militaires et les Islamistes irakiens du CSRI et du parti *Da'wa* croyaient en une victoire proche; si elle s'était produite, la brigade Badr se serait substituée à la Garde républicaine irakienne dans le contrôle de Bagdad ou d'autres lieux stratégiques. Bien que le nombre des

membres de Badr ait dépassé le chiffre de 50 000, ils n'ont pas participé aux côtés des insurgés chiites au soulèvement contre le régime de Saddam Hussein au sud de l'Irak en mars 1991. Ils ont fait l'objet de nombreuses critiques émanant principalement de l'opposition irakienne, mais ont argué du fait qu'ils avaient été pris par surprise. Sans compter qu'ils n'avaient pas obtenu le feu vert des autorités iraniennes lesquelles redoutaient les conséquences régionales, voire internationales, de ce qui aurait été dénoncé comme une ingérence dans les affaires intérieures irakiennes.

- 46 Depuis 1994, mille membres de la division Badr se trouvent dans la région d'Arbil au Kurdistan irakien suite à l'accord militaro-politique⁴¹ entre le CSRI et l'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani.

Les réfugiés D'al-Ahwar

- 47 Durant les années 80 et ultérieurement, la région d'al-Ahwar était devenue un lieu de refuge pour les Irakiens déserteurs. Elle constitua une base importante pour les rebelles chiites du sud de l'Irak suite à l'insurrection générale déclenchée dans l'ensemble du pays (à savoir 16 provinces sur 18) à la suite de la défaite subie par l'armée de Saddam dans la guerre du Golfe.
- 48 Dans sa volonté de réduire les poches de rébellion dans les régions d'al-Ahwar, le régime irakien a procédé de deux façons. Il usa tout d'abord des moyens militaires et tout particulièrement de bombardements aériens et terrestres y compris avec des produits qui font l'objet d'une interdiction internationale (napalm, etc.). Le recours aux bombardements aériens était d'autant plus nécessaire que la région d'al-Ahwar, en raison de son caractère marécageux, est d'un accès très difficile pour des forces terrestres. A la suite des bombardements, toute la région au sud du 32^e parallèle (al-Ahwar compris) a été interdite au survol de l'aviation irakienne en vertu d'une décision "opérationnelle" des Alliés en août 1992.
- 49 Le régime a utilisé une autre arme, l'arme écologique. Il a cherché à assécher les eaux de la région, provoquant ainsi sa désertification et poussant ses habitants à abandonner leurs villages et leurs maisons pour des régions éloignées dont le mode de vie, le climat et la culture leur sont tout-à-fait étrangers. Devant ces mesures, des centaines de milliers d'habitants d'al-Ahwar ont trouvé refuge en Iran.
- 50 La région d'al-Ahwar se compose de trois grands marécages: celui de Houaizah sur la frontière avec l'Iran, celui d'al-Hammar et celui de l'Euphrate. Ils forment au nord et à l'est de Bassorah une plaine immense de 50 000 km² (départements de Nassiriyah, de Imarah et de Bassorah) et s'étendent à l'est jusqu'aux marécages de la province iranienne du Khouzistan en passant par le marécage de Houaizah. Al-Ahwar se situe dans le cours inférieur du Tigre et de l'Euphrate avant que les deux fleuves ne fassent leur jonction dans ces marais qui s'étendent à perte de vue, couverts de papyrus et de roseaux atteignant parfois vingt pieds de haut. Les eaux des marécages recèlent de ressources halieutiques importantes, une variété immense de poissons et d'animaux marins auxquels il convient d'ajouter une vingtaine d'espèces d'oiseaux marins et un cheptel non négligeable. Les habitants d'al-Ahwar, à l'origine des tribus autochtones rejointes ensuite par des tribus arabes qui se sont installées sur les rives, vivent de l'élevage, de la pêche, et de la culture du riz et des céréales.
- 51 Les autorités irakiennes ont procédé au drainage des eaux des marécages par la construction d'un fleuve nommé "Fleuve Saddam", fleuve artificiel qui s'étend sur une longueur de 565 km entre Saqlaouiyat (au nord de Bagdad) et le Chatt-el-Arab. Elles prétextent leur volonté de mettre en valeur les terres cultivables de la région où les

eaux se caractérisent par un taux de salinité très élevé. Ce projet avait fait rêver plusieurs dirigeants depuis les années 1920. Néanmoins les motivations politico-militaires des autorités irakiennes actuelles n'ont absolument rien avoir avec le projet initial, d'autant que cette région recèle de gisements pétroliers importants dont des pays comme la Russie ou des multinationales (Elf et Total notamment) cherchent à obtenir la concession⁴².

- 52 Le projet ne devait en aucune façon porter atteinte aux eaux d'al-Ahwar⁴³. Or, la baisse du niveau des eaux puis l'assèchement total rendirent la région accessible à l'armée qui n'a pas manqué de saisir l'occasion pour contraindre la population à quitter les lieux en déversant sur la région des insecticides, des pesticides et du pétrole en grandes quantités, rendant ainsi impossible toute survie dans la région. Ensuite, les terres des villageois habitant autour des marécages furent confisquées et on leur interdit de pratiquer l'agriculture et l'élevage à proximité.
- 53 Face aux protestations répétées des organisations des droits de l'homme ou des écologistes, les autorités irakiennes ont répondu dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations unies (Réf. 875/48/A) que la fuite des populations vers les pays voisins (sous-entendu vers l'Iran) était due au fait que ces Etats étaient désireux de susciter l'instabilité dans la région. Quant au projet d'assèchement des eaux des marécages, il s'agissait d'un projet prévu de longue date, destiné à étendre l'espace cultivable en Irak (394/49/A, paragraphes 1-2).
- 54 Cependant, le rapporteur de la Commission des droits de l'homme, M. Van der Stoel, citant des sources indépendantes et multiples, soulignait dans son rapport aux Nations unies, que l'exode massif des populations d'al-Ahwar vers les zones frontalières était essentiellement dû aux mesures arbitraires et aux pratiques répressives. Il ajoutait que rien ne permettait d'affirmer que le projet en question avait permis la réalisation d'avancées notoires en matière d'extension de l'espace cultivable en Irak mais que, par contre, les torts subis par les hommes et par la nature du fait de la mise en oeuvre du projet étaient plus qu'évidents⁴⁴. Pour sa part, le Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies indiquait en janvier 1995 qu'il avait recensé plus de 4 000 réfugiés irakiens dans la zone de Hemet, tous victimes de la situation lamentable des droits de l'homme en Irak.
- 55 Plus de 150 000 Irakiens, originaires pour moitié de la région d'al-Ahwar, ont fui l'Irak durant les deux dernières années⁴⁵. Après leur arrivée massive en Iran, le gouvernement iranien les a abrités dans plusieurs camps à proximité de la frontière irakienne, en attendant la construction de lieux plus adéquats et plus sûrs à l'intérieur du pays. La volonté des autorités iraniennes d'installer les réfugiés d'al-Ahwar à l'intérieur du pays n'est pas seulement animée par le souci d'assurer la sécurité de ces réfugiés mais aussi par la volonté de démentir les assertions du régime irakien qui soupçonne le gouvernement iranien de vouloir utiliser les réfugiés pour le déstabiliser. C'est ainsi que 4 700 réfugiés du camp frontalier de Houayzah ont été déplacés dans d'autres camps à l'intérieur et au nord du pays; en mars 1995, 1 000 autres réfugiés irakiens furent transférés dans le camp Ibrahim Abad à Arak, suivis en avril de 1 000 installés près de Chiraz⁴⁶. Le camp al-Ansar, situé à 148 km de la ville d'Ahwaz, est occupé par 928 familles de 5 à 7 membres chacune. Il est divisé en dix secteurs gérés chacun par un responsable. Le camp dispose de deux écoles primaires, une pour les filles et une autre pour les garçons, où les cours sont assurés par des enseignants

irakiens (hommes et femmes) et d'une officine médicale dirigée par un médecin irakien spécialiste qui fait état de 80 cas de maladies chroniques⁴⁷.

- 56 Les réfugiés irakiens des camps bénéficient de subsides fournis par les autorités iraniennes et les organisations humanitaires comme le Croissant Rouge koweïtien ou le fond "Amar"⁴⁸. Enfin, le CSRI a également aidé les gens des marais sur les plans matériel et social. De nombreux réfugiés ont quitté leurs lieux d'installations provisoires pour gagner les villes iraniennes, essentiellement Téhéran, afin d'y trouver un emploi ou de se retrouver avec d'autres Irakiens (déportés). Ces contacts ont engendré des mariages entre les différents groupes.

Conclusion

- 57 Dans cette étude, nous avons distingué trois groupes parmi les Irakiens vivant en Iran: les déportés, les prisonniers et les gens des marais.
- 58 Si le règlement du problème des prisonniers passe par une bonne entente diplomatique entre l'Irak et l'Iran et la normalisation de leurs relations, la question des déportés et des réfugiés d'al-Ahwar se résoudra ou partiellement ou radicalement. La solution partielle consiste en un retour en Irak des déportés irakiens et des réfugiés, et leur dédommagement grâce aux pressions des organisations humanitaires et de l'ONU. Comment, pourtant, le régime de Saddam Hussein accepterait-il de renier ses assertions de la veille quant à la non irakité des déportés qui, selon lui, constituaient une cinquième colonne au service d'une puissance étrangère, c'est-à-dire l'Iran ? Leur retour serait de sa part une sorte d'autocritique et dévoilerait sa politique.
- 59 La solution radicale réside en un changement de régime en Irak et l'instauration de la démocratie. Un gouvernement démocratique permettrait le retour des déportés et la libération des jeunes détenus. Surtout, il pourrait s'atteler à la révision du code de la nationalité dans un Irak pluriethnique et pluriconfessionnel.

NOTES

1. Sur les Kurdes et le Kurdistan voir :

- Minorsky, Y., "Lur, Luristan", in *Encyclopedia of Islam*, Londres, Luzac, 1937.

- Edmonds, C.J., *Notes on Luristan*, 1917.

2. Babakhan Ali, *Les Kurdes d'Irak : leur histoire, leur déportation par le régime de Saddam Hussein*, Paris, ss. éditeur, 1994.

3. Khadduri, Majid, *Socialist Iraq, a Study in Iraq Politics since 1968*, Washington, the Middle East Institute, 1978.

4. Al-Alawi, Hassan, *Les Chiïtes et l'Etat national en Irak*, Paris, CEDI, 1989.

5. C.A.R.D.R.I. *Saddam's Iraq, Revolution or reaction ?* Londres, Zedbooks, 1989, p.196.

6. Zamzani, Abdel Majid Turab, *La guerre irako-iranienne, l'islam et les nationalités*, Paris, Ed. Albatros, p. 157.

7. *Al-'Amal al-islami*, l'Action islamique, n° 218, 21/12/86.

8. Pour en savoir plus sur ce mouvement et les conditions de sa naissance en Iran voir Babakhan, Ali, *Les Kurdes d'Iraq*, op. cit., pp. 258-267.

9. Le texte de cet appel a été reproduit dans le numéro 153 du 27/01/85 du journal *al-'Amal al-islami* (l'Action islamique) qui paraît en Iran.
10. *Al-Shahada* (Le martyr), n°12, février 1985.
11. *Al-Tayar al-jadid* (le courant nouveau), n° 21, novembre 1984.
12. Al-Cheikh, Tawfiq, "L'Irak et le mouvement islamique, entretien avec le grand érudit chiite Muhammad Taqyi Modarressi" (en arabe), *Safa*, Londres, 1988, p. 72.
13. Voir le communiqué publié au terme de la réunion ordinaire du Comité Central du Parti Communiste irakien, juin-juillet 1984, p. 23 : *Pour l'intensification de la lutte en vue de l'arrêt de la guerre, la chute de la dictature fasciste et la mise en place d'un mouvement démocratique. Pour la démocratie en Irak et une réelle autonomie pour le Kurdistan.*
14. Chabry Laurent, & Chabry Annie, *Politique et minorités au Proche-Orient : les raisons d'une explosion*, Paris, Ed. Maisonneuve et Larose, 1987, p. 131.
15. Zaher, U., "The opposition", *Saddam's Iraq*, op. cit., p. 166.
16. Farouk-Sluglett, Marion & Sluglett, Peter, *Iraq since 1958, From revolution to dictatorship*, Londres, KPI, 1987.
17. Miller Judith & Mylroie Laurie, *Saddam Hussein*, Paris, Ed. Presses de la Cité, 1990.
18. Organisation arabe des droits de l'homme, *Rapport sur les droits de l'homme dans le monde arabe*, Le Caire, 1987, p. 75.
19. *Al-Shaheed*, n°12, 8ème année 09/10/85, p. 27.
20. *Les droits de l'homme en Irak*, n°12, février 1989, p. 33.
21. A la veille de la Première guerre mondiale. Cf. l'article de Pierre-Jean Luizard.
22. Voir pour plus de détails sur ce sujet : Al-Alawi, Hassan, *Les Influences turques dans l'Orient nationaliste arabe en Irak* (en arabe), Londres, Ed. al-Zawra, 1988.
23. *Ibid*, pp. 239-240.
24. Al-Khattabi, Raja Hussein Hassani, *L'Irak entre 1921 et 1927, étude sur l'évolution des relations irako-britanniques* (en arabe), Badgad, Université de Bagdad, p. 165.
25. Voir Babakhan Ali, *L'Irak 1970-1990, Déportation des chiites*, Paris, sans éditeur, 1994, p. 125.
26. Entretien n°1.
27. Entretien n°2.
28. *Ibid*.
29. Extraits de l'entretien n° 3.
30. Extraits de l'entretien n° 4.
31. Extraits de l'entretien n° 5.
32. Pour plus de renseignements concernant le Conseil Supérieur de la Révolution Islamique, voir Babakhan, Ali, *L'Irak 1970-1990*, pp. 142-161.
33. *Ibid*.
34. *Al-'Amal al-Islami*, n° 285 du 11/12/88, p. 1.
35. *Liwa al-Sadr*, n° 414 du 20/08/89, p. 1.
36. *Liwa al-Sadr*, n° 388, 29/01/89, p. 6.
37. Voir document n°1 : texte d'un télégramme secret sur l'expulsion des familles irakiennes par le ministre de l'Intérieur irakien, dans Babakhan Ali, *L'Irak 1970-1990*, op. cit., p. 32.
38. Cf. les publications du *Committee for the release of hostages and detainees in Iraq*, Glasgow.
39. *Al-Mu'tamar*, n° 107, 30 juin 1995.
40. *Al-Hayat*, n° 11892, 13 septembre 1995.
41. *Al-Hayat* du 10 novembre 1995, n° 11950 et *al-Hayat* du 30 septembre 1995, n° 11909.

42. Le potentiel des champs pétrolifères de Omar et de Majnoun à l'ouest d'al-Qurnah et au nord de Rumaylah est estimé à un million de barils par jour selon les dires du ministre irakien du Pétrole, Amer Rachid. Voir ses déclarations à *al-Hayat*, n°11963, 23 novembre 1995, p. 4.
43. Hussein, Na'ima, "L'assèchement des marécages, le visage horrible de la politique confessionnaliste du régime baâthiste", *al-Mu'tamar*, n° 98, 5 mai 1995, p. 9.
44. Résolution de la Commission des droits de l'homme des Nations unies (52ème session du 8 mars 1995) basée sur le rapport rédigé par M. Van der Stoep, en sa qualité de rapporteur de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, *al-Mu'tamar*, n° 100, 5 mai 1995, p. 10.
45. *Risalat al-Iraq*, n° 2, janvier 1995, p. 18.
46. *Al-Mu'tamar*, n°107 du 30/06/95.
47. Voir l'enquête effectuée par la revue *Al-'Arabi* n° 444, nov. 95.
48. Cette association a été fondée par le député conservateur britannique, Emma Nicholson, à la suite de la visite qu'elle avait effectuée chez ces réfugiés en 1991 et de sa rencontre avec Amar, un enfant de neuf ans brûlé par les bombardements au napalm de l'armée irakienne sur son village.
-

RÉSUMÉS

Un nombre important d'Irakiens vit depuis 1979 en territoire iranien. Il s'agit soit de populations qui ont fait l'objet de déportations massives (Arabes chiites et Kurdes fayli) ordonnées par Bagdad (qui exile les parents, mais garde leurs enfants de 18 à 28 ans), soit de prisonniers irakiens restés en captivité après la guerre Iran-Irak. Le problème de leur sort ne trouve pas actuellement de solution en raison de l'absence de dialogue entre les deux pays concernés et de l'impuissance des organisations internationales. Un troisième groupe de population, les habitants des marais situés à la frontière entre Iran et Irak, est également en train de devenir otage de relations bilatérales tendues: longtemps lieu de refuge des déserteurs irakiens, cette zone frontalière est soumise à une stratégie de désertification programmée par Bagdad qui force les populations à l'exil.